

➤ **BUREAU AGPM : FOCUS SUR LA LOI D'URGENCE AGRICOLE**

Lors du Bureau du 3 février 2026, le président Franck Laborde a eu l'occasion de préciser l'ambition de la FNSEA sur la loi d'urgence annoncée par le Premier ministre. Celui-ci a en effet annoncé une loi, présentée en Conseil des ministres dès mars prochain, avec 3 volets : prédation, facteurs de production et eau. En particulier, dans l'organisation des travaux, l'AGPM est au cœur du dispositif sur le volet eau, puisque Franck Laborde, en tant que membre du Bureau de la FNSEA, le coordonne politiquement avec l'appui de Céline Duroc opérationnellement, en s'appuyant sur Sabine Battegay. Une nouvelle démonstration de l'engagement et de la légitimité de l'AGPM, et d'Irrigants de France, sur ce dossier stratégique. L'ambition est claire : porter des mesures qui permettent d'augmenter les volumes d'eau disponibles pour la production agricole et sécuriser la production sur l'ensemble des zones sensibles, qui sont en risque de contraintes et de limitation voire d'interdiction de production. En parallèle, Eric Thirouin, président de l'AGPB, coordonne le volet facteurs de production, facilitant la prise en compte des sujets pour les grandes cultures en format 5AS. Les prochaines semaines seront décisives pour la préparation de ce texte qui sera au cœur des échanges lors du Salon de l'Agriculture. *Contact : Céline Duroc*

➤ **BUREAU FNPSMS – 3 FÉVRIER 2026**

Le Bureau de la FNPSMS s'est réuni le 3 février 2026. Les échanges ont tout d'abord porté sur la compétitivité de la filière, avec un bilan positif du programme ATS et de la journée annuelle nationale de restitution, confirmant la mobilisation de la filière et la qualité des travaux engagés. Le Bureau a également pris connaissance des avancées sur l'inspection des cultures avec la rénovation de la formation des Techniciens Agréés. Les prochaines phases de déploiement de l'Observatoire de la production ont été également discutées. La restitution de l'étude annuelle confiée à Cerfrance a mis en lumière la fragilité économique du réseau de multiplicateurs (données 2024). Ainsi les travaux de la Commission économie de la production ont abouti à la nécessité de poursuivre la préparation de la campagne 2026, avec notamment la mise à jour des Indicateurs économiques en vue de leur diffusion aux acteurs de la filière à l'issue du prochain Conseil d'administration de la FNPSMS, fin février. Dans le cadre des travaux prospectifs, les propositions de scénarios sont en cours de consolidation en cohérence avec les attentes des élus. Les échanges se sont conclus par des points d'actualité et de gouvernance, en perspective des prochaines échéances de la FNPSMS. *Contact : Valérie Brochet*

➤ **IRRIGANTS DE FRANCE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES IRRIGANTS DE L'AUBE**

Les Irrigants de l'Aube se sont réunis pour leur Assemblée générale le 4 février à Troyes. Cette Assemblée, présidée par Dominique Clyti, a été l'occasion de faire un compte rendu de leur activité et du bilan de l'irrigation sur le département en 2025. Eric Frétilière, président d'Irrigants de France, est également intervenu pour revenir sur nos acquis de 2025 : obtention et pérennisation du fonds hydraulique agricole géré par le ministère de l'Agriculture, reconnaissance dans la loi du caractère d'intérêt général majeur de la protection de la valorisation et du développement de l'agriculture, et intégration d'études d'impact socio-économiques sur l'agriculture des volumes prélevables dans le code de l'environnement. Eric Frétilière a également fait le point sur nos actions en cours à la suite des annonces du Premier ministre le 13 janvier et a précisé l'implication d'Irrigants de France et de l'AGPM aux côtés de la FNSEA dans ce cadre du projet de loi d'urgence agricole afin notamment que « les surenchères normatives des SDAGE et SAGE sur la mobilisation de la ressource pour l'irrigation s'arrêtent ». *Contact Sabine Battegay*

➤ **PREMIÈRES ASSISES DE LUTTE CONTRE LE DÉCLIN AGRICOLE AU SÉNAT PARRAINÉES PAR LE SÉNATEUR DUPLOMB, CONCLUES PAR LA MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET LE PRÉSIDENT DU SÉNAT**

L'institut Cantillon (cercle de réflexion) a lancé, le 2 février, avec le parrainage du sénateur Les Républicains (LR) Laurent Duplomb, un « Observatoire du déclin agricole et de l'autosuffisance », dont l'évènement de lancement, les premières assises du déclin agricole, s'est déroulé en présence de la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard et du président du Sénat, Gérard Larcher. L'objectif de ces assises, auxquelles l'AGPM a assisté, est d'être un rendez-vous annuel de suivi de l'évolution de la situation agricole et agroalimentaire de la France et d'alerter les citoyens et les pouvoirs publics du risque de décrochage et de trajectoire de décroissance. Un appel pour refaire de la France une grande nation agricole a été lancé, plaidant pour l'interdiction des surtranspositions, l'interdiction d'importer des produits moins-disants, et la mise en place d'un débat national sur les moyens pour la France de redevenir une grande puissance agricole, sans renoncer à l'environnement. Le sujet sera suivi de près par l'AGPM en ce qu'il est un nouvel outil en matière d'influence et de lobbying pour porter les sujets de la filière maïs. *Contact : Guillaume Le Hoan*

AGENDA

- 10/02** Journée de l'innovation « innovation variétale : relevez les défis d'aujourd'hui & demain » ARVALIS, Institut du Végétal, Chartres
CAF Eau FNSEA, en visioconférence
Commission gestion des risques FNSEA, Paris
Bureau Intercéréales, en visioconférence
- 11-12/02** Séminaire du Conseil d'administration de l'AGPM Maïs Semence, Carcassonne
- 11/02** Conseil d'administration ARVALIS, Institut du Végétal, Paris
Bureau de la FNSEA, Paris
Conseil de Section Grandes Cultures FranceAgrimer, en visioconférence
Conseil d'administration du FMSE, Paris
Réunion animateurs / Gestion de l'eau : ambitions et actions pour faire évaluer le droit et la réglementation, en visioconférence
- 13/02** Commission économie de la production FNPSMS, en visioconférence
Conseil d'administration Duralim, en visioconférence